" Pas de discours, des actes "

article du Dauphiné Libéré du 10 juillet 2005

MODANE. Pour dire non à un deuxième tube au Fréjus et demander une autre politique que le " tout-camion ", quelque 300 personnes se sont retrouvées sur la plate-forme du tunnel routier du Fréjus

A l'appel du syndicat du pays de Maurienne, élus, associations et habitants étaient invités hier à manifester contre le " tout camion " et la possibilité d'ouverture d'un deuxième tube au tunnel du Fréjus. Moins de deux heures avant la manifestation, Christian Estrosi, ministre délégué à l'Aménagement du territoire s'est étonné de cette agitation. *« À aucun moment un membre du gouvernement n'a évoqué la possibilité d'un deuxième tube »*, soulignait-il deux heures à peine avant la manifestation. De fait, on n'a entendu que des élus de gauche à cette manifestation qui, au départ, se voulait unitaire.

Pour autant, dès 14 h 30, quelque 200 personnes s'étaient donné rendez-vous sur l'autoport du Freney. Au départ, il s'agissait de rassembler les véhicules pour une montée en convoi, mais c'est à pied, emmenés par les élus, que les manifestants ont pris d'assaut la rampe d'accès au tunnel du Fréjus. D'autres les ont rejoints plus tard, au croisement de la Maison penchée, augmentant le cortège. Une " petite grimpette " d'un peu plus de quatre kilomètres pour exprimer leurs opinions, largement imprimées sur des banderoles : " non au tout-camion, oui au ferroutage ", " non au doublement des tunnels routiers ", " non au contournement autoroutier de Chambéry ", etc.

Remerciant les manifestants pour leur mobilisation, Marc Tournabien, président du Syndicat du pays de Maurienne, a tout d'abord eu une pensée pour les deux victimes de l'incendie au Fréjus le 4 juin et pour leurs familles. *« Bien que la date soit peu propice à la mobilisation, elle est importante (…) car tous les clignotants sont passés au rouge »*. André Champion, président de l'association " Réagir ", a fait parler les mathématiques avec un calcul de ce que laissent les camions chaque jour dans la vallée, avant de laisser la parole à son homologue de " Vivre en Maurienne ". Annie Collombet a lié météo et pollution avant de s'insurger contre les *« transports inutiles »*.

Pour la première fois, les Mauriennais ont été rejoints par des associations de la vallée de Chamonix. Jean-Paul Comeliau, le président de l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc, a exprimé sa solidarité avec la Maurienne. *« Nous menons le même combat »*, a-t-il rappelé avant d'inviter, en compagnie de son homologue de l'association de Passy, *« tout le monde a rejoindre Servoz, le 28 juillet, afin de signer un manifeste pour influencer les politiques du gouvernement »*. *« On a donné aux routiers l'autorisation de faire 56 heures par semaine. Aujourd'hui ce sont des bombes humaines »*, s'insurge Antoine Fatiga (CGT transports). François Chemin, maire de Fourneaux, remarque que *« doubler les traversées, c'est faire de nos vallées des aspirateurs à camion »*. Du côté du conseil régional, Bernardette Laclais se félicite de la présence de nombre de ses homologues avant de lister le travail de la Région.

Effet de fatigue après les discours ou ras-le-bol, un manifestant donnait une nouvelle impulsion au cri de *« pas de discours, des actes »*. L'occasion pour Gérard Leras, vice-président de la Région en charge des transports, de rappeler que la compétence de cette dernière ne s'exerce que sur les TER, mais qu'il fallait rester vigilant sur de nouvelles infrastructures qui pourraient créer de nouveaux flux *« et ramener plus de camions, comme le projet d'autoroute Grenoble-Sisteron »*. Et c'est par des chiffres que le sénateur Thierry Repentin a conclu le rendez-vous. Ceux qui pourraient être dégagés par les bénéfices des autoroutes et reversés à l'Afit (Agence pour le financement des infrastructures de transport) : *« d'ici 2020 ils sont estimés à 20 milliards d'euros mais l'État a décidé de vendre ses parts pour environ 12 milliards d'euros. Un seul milliard serait affecté à l'Afit pour financer tous les projets »*, a souligné le sénateur avant de remarquer que la France n'a pas encore répondu à l'Europe pour l'estimation du financement du Lyon-Turin ferroviaire. A en croire Christian Estrosi pourtant, la lettre est prête à partir pour Bruxelles…

Christine TREILLES ■

Élus et associations se sont retrouvés sur la rampe d'accès au tunnel du Fréjus pour dénoncer la politique du "tout-camion".

Photo Sylvain MUSCIO